



### Hégémonie mondiale de la Chine : réalité ou perceptions déformées ?

#### Global Chinese hegemony: reality or distorted perceptions ?

Hafid Ilmane

Docteur en sciences économique et enseignant d'économie à l'Université de Limoges (France)

ilmane.hafid81@gmail.com

Résumé:	informations sur l'article
<p><i>L'émergence économique de la Chine a forgé en Occident le concept de « menace chinoise » qui l'accuse de vouloir remplacer l'hégémonie américaine. L'objectif de cet article est de montrer que : a) ce concept relève de perceptions erronées et du besoin de forger un ennemi ; et que b) la Chine n'en a pas les moyens car elle devra surmonter de nombreux défis internes dans les prochaines décennies qui mobiliseraient toutes ses ressources et l'attention de ses dirigeants, l'avenir du Parti communiste en dépend. Cette vision des intentions chinoises doit l'emporter afin de favoriser une coopération sino-américaine bénéfique pour tous. Toutefois, si les Etats-Unis continuent d'entraver les objectifs économiques de la Chine, celle-ci se lancera dans une course pour l'hégémonie mondiale.</i></p>	<p>Reçu 08/08/2024</p> <p>Acceptation 11/09/2024</p> <p><b>Mots clés:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rivalité sino-américaine</li> <li>✓ Hégémonie</li> <li>✓ Multipolarité</li> </ul>
Abstract :	Article info
<p><i>The China's economic emergence has produced the "China threat theory" which blames China for challenging US hegemony. The aim of this article is to show that: A) this vision stems from erroneous perceptions and the need to make enemies. B) China has not the leverage as it has to handle multifaceted internal issues in the oncoming decades which are likely to mobilize all its resources and the attention of its leaders, the future of the Communist Party being dependent on it. This vision of the Chinese intentions must prevail in order to build a Sino-American cooperation beneficial to all. However, if the United States persist jeopardizing Chinese economic goals, China will embark on a race for global hegemony.</i></p>	<p>Received 08/08/2024</p> <p>Accepted 11/09/2024</p> <p><b>Keywords:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sino-American rivalry</li> <li>✓ Hegemony</li> <li>✓ Multipolarity</li> </ul>

## 1. Introduction

Le 14 février 2011, de nombreux journaux annoncent que la Chine dépasse désormais le Japon en termes de PIB et se hisse au 2<sup>ème</sup> rang des puissances économiques mondiales<sup>1</sup>. Les chercheurs et décideurs américains y voient la dernière étape avant de détrôner les Etats-Unis de sa position d'hégémon. Voilà une nouvelle bien inquiétante pour l'Occident. L'Empire du Milieu a marqué ces trente dernières années une ascension fulgurante dans de nombreux domaines. Cela lui a permis de passer de la catégorie de pays à faible revenu à celle de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. D'aucuns affirment déjà que le XXI<sup>e</sup> siècle sera chinois. La prophétie prêtée à Napoléon « quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera » serait-elle en train de prendre tout son sens ?

Après deux siècles de déclin, Deng Xiaoping, l'un des dirigeants chinois les plus influents, initie dans les années 1970 des réformes ambitieuses connues sous le nom de politique des « Quatre Modernisations », l'objectif étant de promouvoir l'agriculture, l'industrie, les sciences et les technologies, et enfin la défense nationale. S'en suit alors une montée en puissance économique qui a redessiné à la fois l'organisation des flux économiques et financiers du monde, et les grands équilibres géopolitiques. Selon l'OCDE, « le progrès économique enregistré par la Chine pendant la période des réformes, commencée en 1978, est l'un des plus beaux exemples de réussite économique de l'après-guerre ». En 2022, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de plus de 120 pays, contre 70 pour les Etats-Unis (Cabestan, 2022). Sa croissance économique est plus dynamique que celle des Etats-Unis ; sur les 15 dernières années elle enregistre, en moyenne, 7,7%, contre 1,7% pour les Etats-Unis<sup>2</sup>. Cela a permis à l'Empire du Milieu de participer à hauteur de 35 % dans l'augmentation du PIB nominal mondial, contre 27 % pour les États-Unis, faisant de lui la nouvelle locomotive de l'économie mondiale (Prasad, 2023).

Afin de poursuivre dans cette dynamique exceptionnelle sur le long terme, les autorités chinoises souhaitent mettre en place « un développement plus robuste et plus durable ». Cela suggère de passer du modèle économique actuel tiré par les exportations vers un nouveau modèle de croissance à « double circulation », remplissant des objectifs intérieurs à la Chine et des objectifs avec le reste du monde. La circulation intérieure vise le développement de la consommation de la classe moyenne élargie et à assurer l'autosuffisance en technologie et en innovation locales. La circulation extérieure, quant à elle, consiste à renforcer les activités commerciales et financières à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur un volet diplomatique puissant. L'illustration de ce modèle à double circulation est sans doute l'ambitieux projet de « la Nouvelle route de la soie » lancé en 2013. Grâce à celui-ci, la Chine entend s'imposer en tant que principal investisseur, partenaire commercial et prêteur auprès de ses partenaires.

---

Le journal français *Le Monde* titre en cette date « La Chine est devenue la deuxième économie mondiale ».<sup>1</sup>  
1,26% pour le Royaume-Unis, 1% pour la Zone euro et 0,4% pour le Japon.<sup>2</sup>

Cette montée en puissance de la Chine effraie autant qu'elle fascine. Elle mobilise depuis deux décennies de nombreux chercheurs des relations internationales et décideurs politiques de tous bords, en particulier aux Etats-Unis, qui la perçoivent comme une menace au leadership mondial américain. Les Etats-Unis s'inquiètent de voir l'ordre mondial, qu'ils pensaient définitivement établi en leur faveur depuis la fin de la guerre froide, changer au profit de la Chine. En Occident, l'histoire des Etats nous apprend que les puissances émergentes sont forcément belligères. Les experts et les stratèges politiques et militaires occidentaux parlent tantôt d'une nouvelle guerre froide, tantôt de « menace chinoise », lorsqu'il s'agit des exploits économiques de la Chine. Mais, adopter ce prisme occidental déformant des relations internationales c'est finalement oublier une quantité d'autres formes de relations non nécessairement conflictuelles, que les Etats peuvent entretenir au gré de leurs intérêts communs. C'est en réalité déjà le cas s'agissant de la relation sino-américaine marquée par une forte interdépendance.

Cette croyance d'une « menace chinoise », désormais largement diffusée, s'est imposée comme une grille de lecture incontournable à l'élaboration des politiques étrangères américaines. C'est la politique d'endiguement (*containment*) des théoriciens réalistes des relations internationales (qui représentent de nos jours l'orthodoxie dans les relations internationales) qui l'a largement emporté ; les tenants de ce courant étant très influents au sein de l'establishment américain. Au temps de la guerre froide, cette stratégie d'endiguement a réussi à limiter la zone d'influence soviétique. Elle est simplement reconduite s'agissant de la Chine. Ces réalistes pensent que la supposée hégémonie mondiale de la Chine commencerait par l'annexion de Taïwan, puis la mise en place d'un système régional qui sert en priorité les intérêts chinois, avant de s'attaquer à la redéfinition des équilibres dans des régions plus lointaines, exclusivement en faveur de la Chine. Par hégémonie mondiale, on entend la superposition de la domination politique, économique, sociale, militaire et même culturelle. L'hégémon est un pays ou une région qui s'impose à l'échelle internationale et assure les fonctions de leader d'un nouvel ordre centré autour de ses valeurs et de ses attentes, capable de susciter l'adhésion des Etats, en maniant fascination et coercition quand cela devient nécessaire, en échange de sa protection (Badie, 2019; Baylis, 2020; Maréchal, 2018).

S'opposent à cette vision pessimiste, les tenants du courant libéral des relations internationales qui lui préfèrent une stratégie d'*engagement* plus adaptée au contexte actuel de mondialisation ; cette stratégie veut laisser à la Chine la place qui lui revient dans le concert des nations, et ce dans l'espoir que voir ses dirigeants contribuer à la stabilisation du monde. Elle exclut toutes politiques répressives qui entraveraient le développement de la Chine, et privilégie la recherche de compromis et l'implication plus poussée de la Chine dans les affaires du monde.

La perception américaine de la « menace chinoise » oscille donc entre partisans du *containment* et ceux de l'*engagement* au gré des transformations du contexte national et international (crises économiques, élections présidentielles aux Etats-Unis, tendances au sein du Parti communiste chinois, etc.) Chaque camp mobilise une foule d'arguments qui

conduit à brouiller les cartes sur les véritables intentions de la Chine. Pour ne pas arranger la situation, les débats académiques et politiques en Occident s'appuient trop souvent sur des publications aux conclusions sans nuances, à l'instar de l'ouvrage, jugé souvent comme provocateur, intitulé *The Tragedy of Great Power Politics* de John J. Mearsheimer de l'Université de Chicago<sup>3</sup> (Viltard, 2012).

Cette vision dramatisée et pessimiste de la montée en puissance chinoise tire l'essentielle de sa substance de la philosophie occidentale. Elle constitue de nos jours l'orthodoxie dans les relations internationales et produit souvent des analyses trompeuses et des erreurs diplomatiques, qui n'apparaissent comme telles qu'une fois trop tard ; c'est notamment le cas des guerres déclenchées par les Etats-Unis au Moyen-Orient (Irak, Afghanistan, etc.) qui sont apparues inutiles aux yeux de l'opinion publique, qu'à la suite du décompte des nombreuses victimes, y compris dans les rangs des armées occidentales, et les dépenses militaires faramineuses engagées.

Ces décalages de perception devraient inciter à la prudence quant aux intentions hégémoniques que l'on prête à la Chine. Car cela reviendrait à surestimer la puissance chinoise, en particulier militaire, et sous-estimer ses nombreux défis majeurs (démographie vieillissante, montée des inégalités, pollution chronique, etc.) qui devraient mobiliser toutes ses ressources dans les prochaines décennies, avant de tenter d'asseoir une hypothétique hégémonie à plus long terme, qui plus est, lui sera très coûteuse. Surmonter ces nombreux défis constitue une urgence absolue pour le Parti communiste dans la mesure où cela engage sa crédibilité aux yeux des Chinois, et donc sa survie, en particulier au sein de la jeunesse, traditionnellement protestataire et revendicatrice ; les soulèvements de Tiananmen de 1989, dirigés par des étudiants, sont encore dans tous les esprits.

Se pose alors la question de savoir ce que la Chine chercherait véritablement. Œuvre-t-elle pour se substituer aux Etats-Unis en incarnant une nouvelle forme d'hégémonie mondiale, comme le prédisent les réalistes ? Ou serait-elle en train d'inventer l'ère posthégémonique, où l'existence d'un hégémon laisse place à un multilatéralisme et une interdépendance économique renforcés entre les nations ? Le concept de « menace chinoise » serait-il justifié ? Ou servirait-il à d'autres fins, notamment de politique intérieure américaine ?

La réponse à ses questions revêt une importance capitale dans la mesure où elle structurera la relation sino-américaine, et plus globalement sino-occidentale, dans les prochaines décennies. Croire en le concept de « menace chinoise », qui décrit une Chine désireuse d'asseoir son hégémonie mondiale, c'est risquer de multiplier les lignes rouges et de mener à des conflits de haute intensité.

Pour tenter de répondre à ces questions, nous organisons le présent article comme suit. Dans la 2<sup>ème</sup> section, nous nous intéresserons à la revue de la littérature ; la 3<sup>ème</sup> section nous aborderons en détail les défis qui attendent la Chine dans les prochaines décennies ; les 4<sup>ème</sup>

---

Mearsheimer, John J. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics*. WW Norton & Company.<sup>3</sup>

et 5<sup>ème</sup> sections exposeront la place de l'hégémonie dans l'histoire millénaire de la Chine et la raison du rejet de l'hégémonie mondiale par les dirigeants chinois contemporains ; la 6<sup>ème</sup> section s'intéressera aux raisons qui ont conduit à considérer la Chine comme un rival aux Etats-Unis ; et enfin, la 7<sup>ème</sup> section s'intéressera aux objectifs réels de la Chine avant de conclure.

## 2. *Revue de la littérature*

L'émergence de la Chine ne cesse d'inspirer les auteurs de nombreuses disciplines. Tous ne s'accordent pas sur les objectifs de Pékin. Ce sujet reste largement débattu selon Allison et Glick-Unterman (2021), entre ceux qui prêtent à la Chine des visées hégémoniques, et ceux qui ne sont pas d'accord.

Du Rocher et de Prisque (2019) auteurs de l'ouvrage « La Chine e(s)t le Monde : Essai sur la sino-mondialisation » analysent les décisions prises par la Chine et les perceptions de ses dirigeants dans plusieurs domaines. Ils affirment que la Chine projette de remplacer les Etats-Unis en tant que première puissance mondiale et de modifier l'ordre mondial qui sera régi par des règles qui lui sont propres et qui « échappent encore à un Occident désuni ». Les auteurs soutiennent l'idée d'une Chine qui recourt à la prédation économique afin de s'arroger les ressources de ses partenaires et d'avantager ses propres entreprises. Pour Cabestan (2022), la Chine veut atteindre l'hégémonie dans l'Indopacifique puis à l'échelle mondiale, grâce notamment à la multiplication de ses liens économiques et commerciaux avec tous les continents et la puissance de sa diplomatie. Cependant, l'auteur affirme que cela n'est pas gagné d'avance car la Chine devra composer avec la montée en puissance de nombreux autres pays, tels que le l'Inde, la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud. Mais aussi composer avec les puissances déjà établies telles que le Japon, l'Union européenne et bien entendu les Etats-Unis ; lesquels peuvent se coaliser afin de contrarier les velléités hégémoniques de la Chine. Selon Benjamin Bürbaumer (2024), une puissance montante ou contestataire qui chercherait à asseoir son hégémonie doit devenir un pôle d'attraction qui suscite une large adhésion à son projet hégémonique, en maniant consentement et coercition. Les Etats-Unis et les proches alliés peinent plus que jamais à produire une telle attractivité. Un des exemples récents est certainement la difficulté des Occidentaux à convaincre de nombreux pays du Sud global à rejoindre la guerre en Ukraine en dépit des efforts déployés. Dans le même temps, la Chine n'a cessé de se positionner en grande puissance prête à assumer des responsabilités à l'échelle mondiale, chassant peu à peu les Etats-Unis sur des terrains dont ils avaient l'exclusivité. Selon l'auteur, la bataille pour l'hégémonie mondiale est ouverte entre les deux puissances.

Pour d'autres auteurs, la relation entre la Chine et les Etats-Unis est marquée par une compétition ancienne et multidimensionnelle, même si la dimension économique domine. Elle est devenue dérangeante depuis la présidence de Donald Trump. La montée en gamme de la production chinoise et son poids colossal dans les marchés mondiaux constituent une sérieuse menace pour la prééminence et le leadership des Etats-Unis (Matelly, 2020). Dans son ouvrage intitulé « *Has China Won?: The Chinese Challenge to American Primacy* »,

Kishore Mahbubani (2020) pense que la Chine est entrain de remporter le leadership mondial, surtout que les Etats-Unis, dépourvus de stratégie à long terme sur ce qu'il convient de faire, ne semblent pas prêts à l'affrontement.

Ce point de vue qui prête à la Chine des vellétés hégémoniques n'est pas partagé de tous. En effet, nombreux sont les auteurs qui réfutent l'idée d'une Chine cherchant à se substituer aux Etats-Unis ; la Chine souhaiterait simplement un nouvel ordre mondial dépourvu d'hégémon (Gipouloux, 2020). Selon d'autres, ce qui intéresserait davantage la Chine c'est la domination économique, plus que toute autre domination, car les dirigeants chinois n'ont d'autres choix s'ils veulent nourrir leur population. La Chine ne chercherait pas à universaliser son modèle en sinisant le monde, contrairement aux Occidentaux ; elle conçoit tout à fait l'idée de coexistence de formes et de modèles de gouvernance différents dans le monde tant qu'elle y trouve ses intérêts (Badie, 2019). Par ailleurs, certains pensent que la puissance de la Chine est surestimée et qu'elle n'aura pas les moyens d'imposer son hégémonie ; l'histoire des relations internationales rapporte que l'émergence de puissances révisionnistes qui n'ont pas abouti n'est pas aussi rare qu'on le pense. C'est notamment l'avis de l'analyste et théoricien des relations internationales, Joseph Samuel Nye Jr., inventeur du concept du *soft power*. Pour Jean-Jacques de Dardel, ex-ambassadeur de Suisse en Chine (2014-2019), en Mongolie et en Corée du Nord, la Chine ne cherche pas, contrairement à l'Occident, à être au centre du monde ; elle n'a jamais développé un messianisme colonialiste en voulant influencer les pays en dehors de sa région. Les dirigeants chinois ne cessent de marteler l'idée que puissance ne rime pas forcément avec hégémonie et que cette dernière ne faisait pas partie de l'ADN de la Chine. Si l'Occident prête à la Chine des vellétés hégémonique, c'est parce qu'il l'a longtemps pratiqué lui-même. Pour l'ex-ambassadeur, le développement spectaculaire de la Chine en quelques décennies s'inscrit dans une vision purement défensive, et serait motivé par la crainte de voir revenir les anciens colonisateurs. Pour Mark Beeson (2009), même si l'influence de la Chine en Asie de l'Est va croître aux dépens des Etats-Unis, il n'est pas du tout certain que la Chine voudrait y installer son hégémonie. Pour l'auteur, la nature de la compétition entre les deux pays est plus complexe que ne laissent entendre certaines théories des relations internationales les plus influentes, et l'accession de la Chine au leadership mondial serait loin d'être acquis. Brisset (2015) doute de la volonté de la Chine d'accéder à l'hégémonie mondiale ; elle se contenterait probablement d'une position suffisamment influente pour contrer les ingérences étrangères. Enfin, Aglietta et Macaire (2023) pensent que la Chine a beaucoup à faire avec ses défis majeurs et que ces derniers pourraient bien réduire sa sphère d'influence dans le monde. Le présent article s'inscrit dans cette partie de la littérature ; celle qui ne prête pas de visées hégémonique à la Chine, mais soutient l'idée que la Chine ne cherche qu'une forme de puissance économique poussée, de nature à lui permettre de surmonter ses défis complexes et assurer la pérennité du Parti communiste à la tête du pays . Dans le reste de l'article, nous développerons une série d'arguments qui, selon nous, étayent cette position.

### 3. Les épineux défis qui attendent la Chine dans les prochaines décennies

La croissance économique chinoise connaît un ralentissement tendanciel depuis une quinzaine d'années. En 2022 et 2023, ce dernier s'est accentué à la suite de la politique stricte du zéro Covid imposée jusqu'en 2022, et d'un secteur immobilier en crise sans précédent financé par un système bancaire inefficace. A cela s'ajoutent le recul du moral et de la confiance des ménages et des investisseurs, et le creusement des déficits qui réduit les marges de manœuvre des autorités en matière monétaire et budgétaire. Aussi, la Chine doit-elle surmonter, dans les prochaines décennies, des facteurs structurels et des défis nombreux et complexes qui nécessiteraient des ressources colossales et risqueraient bien de plomber sa croissance économique de long terme.

#### 3.1. Le défi démographique

Devant l'Inde, la Chine compte aujourd'hui 1,44 milliard d'habitants soit 19% de la population mondiale. La tranche active (15-59 ans) y représente 70% du total de la population, contre 62% pour l'Inde. Cela a permis à la Chine d'avoir un avantage en termes de croissance économique sur ses concurrents dans la mesure où sa population compte peu de dépendants économiques (enfants et personnes âgées). Mais en 2022 la population chinoise a, pour la première fois, diminué. Deux facteurs principaux expliqueraient cet événement inédit. D'abord, les femmes font moins d'enfants, un phénomène bien connu des pays qui s'enrichissent. Puis, les politiques natalistes d'inspiration maoïste de l'enfant unique ont bouleversé la pyramide des âges et engendré une baisse de la fécondité et un déséquilibre dans la répartition hommes/femmes ; on estime qu'il manquerait 35 à 40 millions de femmes, ce qui accentue davantage la baisse de la fécondité.

A partir des années 1970, la Chine a mis en place des mesures de contrôle des naissances qui ont limité le nombre d'enfants par femme à deux dans les villes et à trois dans les campagnes, avant de laisser place à la politique de l'enfant unique adoptée en 1979. Ces politiques ont amorcé une baisse de la fécondité au point de la faire passer durablement sous le seuil de remplacement des générations dans les années 1990. L'insuffisance des naissances qui a suivi, conjuguée à l'allongement de l'espérance de vie, conduisent inévitablement au vieillissement démographique et à la réduction de la main-d'œuvre. Selon les Nations Unies et l'Institut National d'Etudes Démographiques, la Chine devrait compter prochainement 400 millions de seniors, 220 millions d'actifs de moins à l'horizon 2050, et plus d'un habitant sur trois sera âgé de 60 ans ou plus. En dépit de l'assouplissement du contrôle des naissances dès 2010 et des nouvelles réformes en matière de politique de natalité intervenues en 2021, proposant des incitations sous forme de mesures fiscales et sociales, aucune augmentation sensible de la fécondité n'a été enregistrée (Attané, 2022). L'une des grandes promesses de Xi Jinping est de faire de la Chine un pays riche avant que sa population ne vieillisse. Va-t-il pouvoir tenir sa promesse dans une Chine qui doit faire face à un autre défi majeur, celui des inégalités profondes ?

### 3.2. Les inégalités sociales et territoriales profondes

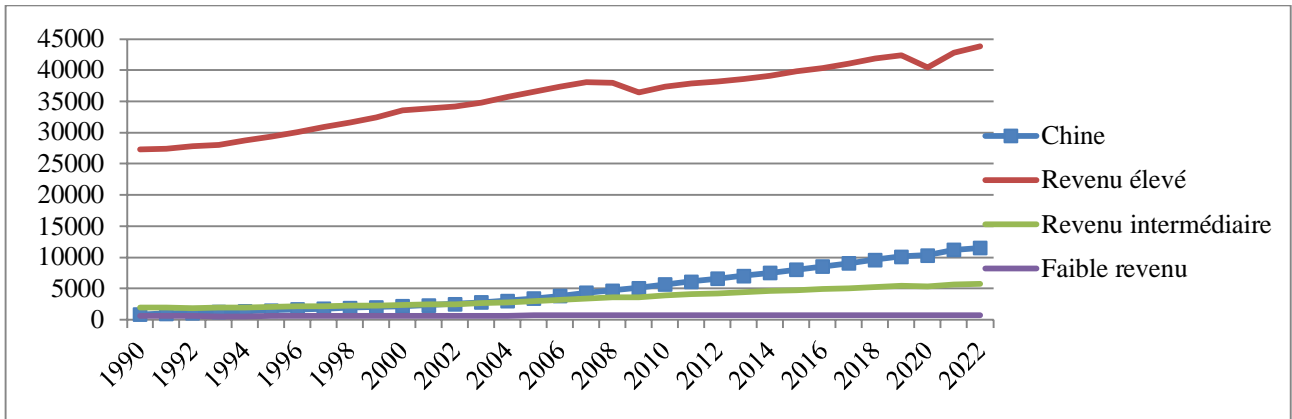
Si les réformes lancées dans les années 1970 par le président Deng Xiaoping ont permis une ascension fulgurante de l'économie chinoise, elles n'ont cependant profité qu'aux régions ouvertes à la mondialisation, essentiellement l'est et le littoral. Le centre et l'ouest du pays, plus ruraux, se sont moins développées et exposées à de profondes inégalités socio-économiques. Les salaires y sont six fois moins élevés qu'à Pékin ; l'indice de développement humain (IDH) y est très moyen alors qu'il est élevé dans les régions plus urbanisées. Dans les années 1990, les autorités chinoises ont lancé leur politique vers l'ouest pour développer les régions sinistrées et réduire les écarts avec les régions urbanisées en termes de revenus et d'avantages sociaux (logements sociaux, couverture de santé et le régime de retraite) réservés jusque-là aux urbains. Pour les populations âgées, un système de retraite universel a même été mis en place. La réduction des inégalités sociales et territoriales a été hissée au rang de priorité stratégique lors du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal de 2010. Mais depuis la crise de 2008, la Chine n'a plus connu une croissance à deux chiffres. Elle dispose donc moins de ressources pour réduire ces inégalités, et aucun progrès significatif n'a été constaté depuis (Aglietta et Macaire 2023). Pour ne pas arranger la situation, la pandémie du Covid-19 et les mesures prises pour endiguer sa propagation auraient creusé davantage les inégalités. Cette situation se reflète dans les indicateurs internationaux d'inégalité. Certains indicateurs internationaux montrent que la Chine, à certains égards, est encore un pays en développement, tout en partageant des inconvénients des pays riches. Selon la Banque mondiale, le revenu par habitant ne dépasse guère un quart de celui d'un pays à revenu élevé. Même si le PIB chinois par habitant a connu une hausse indéniable en l'espace de 30 ans, il demeure 3 fois plus faible que celui des pays à revenu élevé, et reste plus proche de celui des pays à revenu intermédiaire (figure N°1). L'indice de Gini<sup>4</sup> pour les revenus de l'année 2020 montre que la Chine se classe parmi les pays les plus inégalitaires juste derrière les Etats-Unis et non loin de l'Inde et du Brésil (tous connus pour leurs niveaux élevés en termes d'inégalité de revenu), et loin devant les pays plus égalitaires tels que la France ou la Suède (figure N°2). L'IDH<sup>5</sup> de la Chine est plus faible que celui de tous les pays européens. A partir de 2015, il est passé au-dessus de celui de pays à développement humain élevé, sans toutefois atteindre le niveau des pays à IDH très élevé (Figure N°3). En 2022, la Chine est classée à la 75<sup>ème</sup> place sur 193 pays, entre l'Albanie et l'Arménie, et très loin derrière les pays riches tels que les Etats-Unis (20<sup>ème</sup> place) ou le Japon (31<sup>ème</sup>), selon les données du Programme De Développement Des Nations Unies, le PNUD. D'autres indicateurs montrent que la Chine est globalement plus proche des pays à revenu intermédiaire que des pays riches, tels que le pourcentage des emplois vulnérables chez les hommes et chez les femmes (figures N°4 et N°5).

Coefficient ou indice de Gini est un indicateur synthétique qui reflète le niveau d'inégalité pour une variable (niveau de vie, salaires, etc.) et sur une population données. Sa valeur entre 0 (absence des inégalités) et 100 (inégalités absolues).

L'indicateur de Développement Humain mesure le niveau moyen du progrès humain en termes de longévité et de <sup>5</sup> santé, du niveau d'instruction, et du revenu de la population.

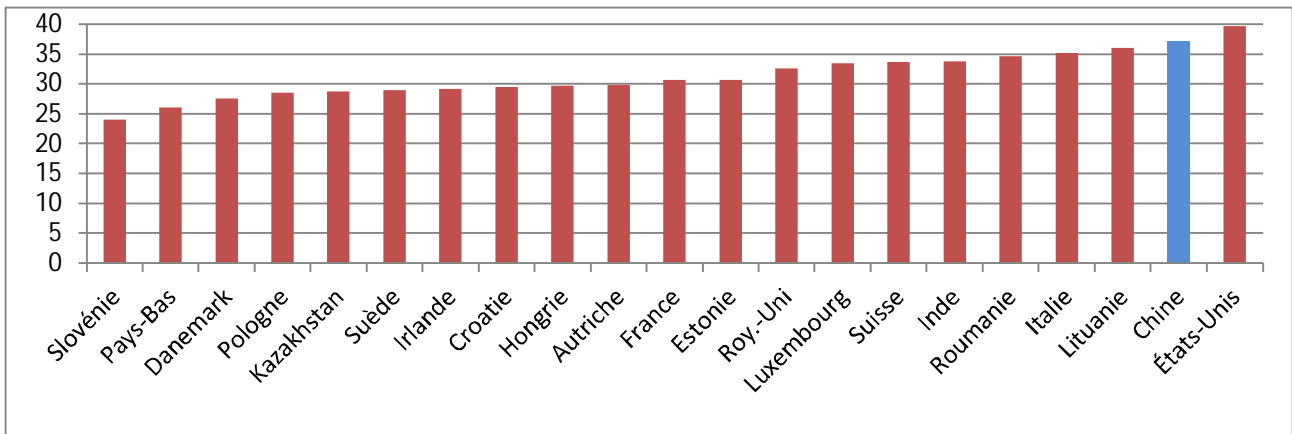


**Figure N° 1. Evolution du PIB par habitant (en dollar américain constant de 2015), 1990-2022**



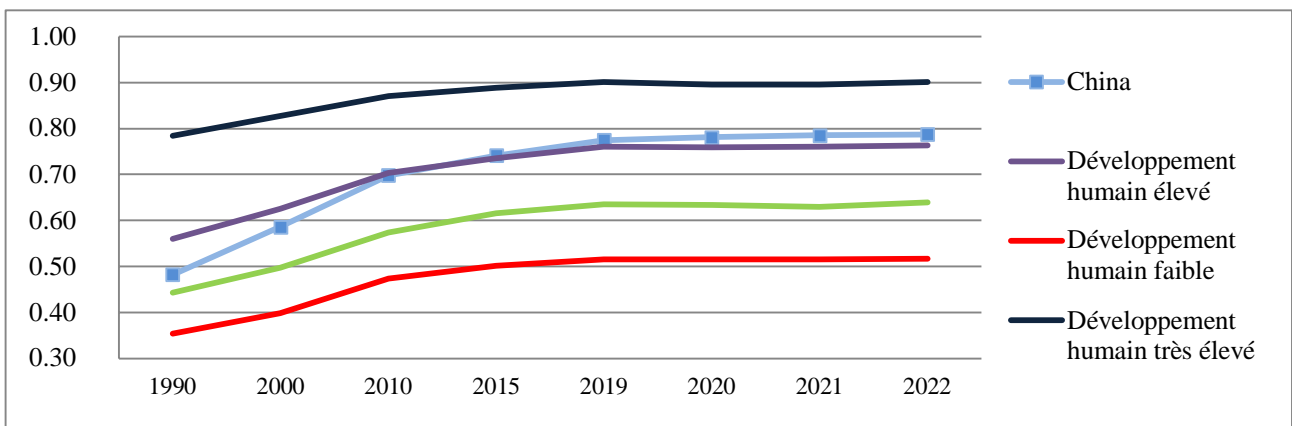
Source : graphique de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale, 2022.

**Figure N° 2. Indice de Gini (année 2020)**



Source : graphique de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale, 2020.

**Figure N° 3. Evolution de l'indice de développement humain (IDH), 1990-2022**



Source : graphique de l'auteur sur la base des données du PNUD, 2022.

Figure N° 4. Emplois vulnérables chez les hommes (en pourcentage des emplois chez les hommes) 1991-2022

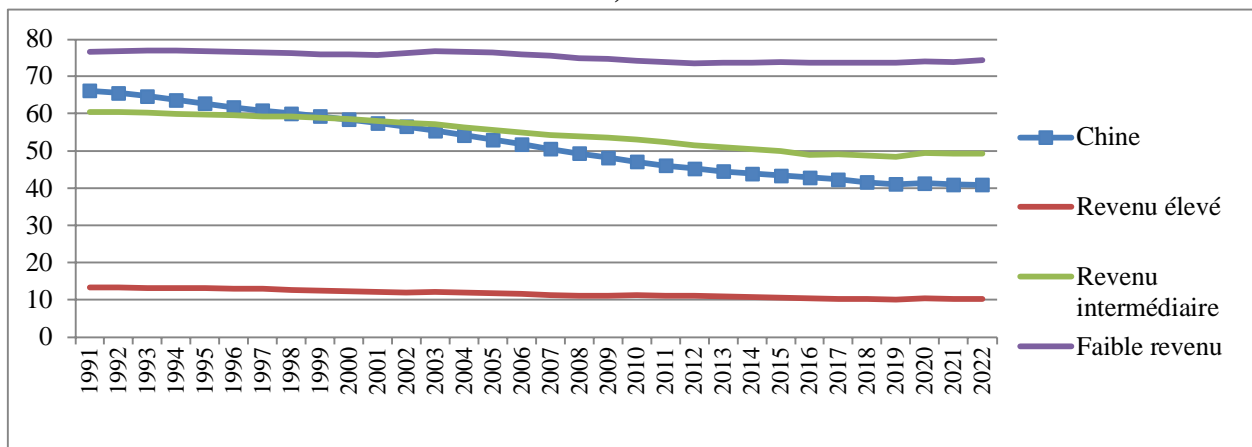
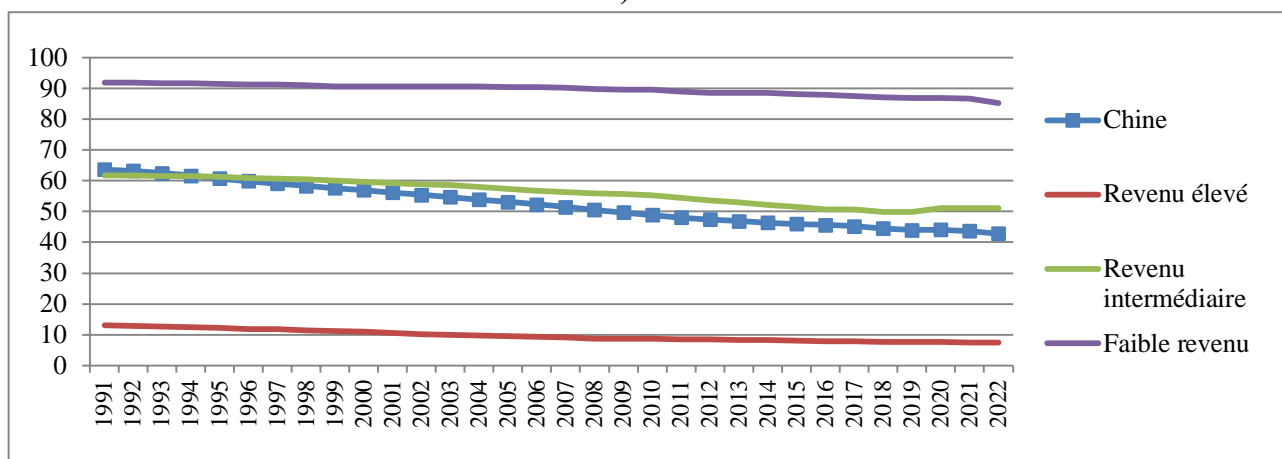


Figure N° 5. Emplois vulnérables chez les femmes (en pourcentage des emplois chez les femmes) 1991-2022



Source : graphiques de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale, 2022.

La Chine devrait relever le défi des inégalités profondes en veillant à instaurer un meilleur équilibre socio-économique entre citadins et ruraux et en cessant d'avantager les régions littorales. Le risque est l'émergence de mouvements sociaux dont la gravité et l'étendue ne peuvent être connues d'avance. Surtout que la population chinoise fait face à un autre problème de taille, celui d'environnement en constante dégradation.

### 3.3. L'épineux défi environnemental

Depuis plusieurs décennies, la Chine fait face aux répercussions de l'emballement climatique. Tandis que les régions du Sud du pays (les provinces du Sichuan, de Hunan, d'Anhui et de Hubei, mais aussi des grandes villes comme Chongqing) sont souvent frappées par la canicule et la sécheresse, les zones urbaines sont régulièrement le théâtre d'inondations meurtrières, entraînant érosion côtière et infiltrations d'eau saline, comme cela s'est encore produit courant cette année. L'emballement climatique représente une menace sérieuse à la croissance économique chinoise de long terme et à son environnement. La population et les infrastructures économiques y sont fortement exposées ; les pertes en

récoltes agricoles et les restrictions électriques, en raison de manque d'eau dans les barrages hydroélectriques, se multiplient à l'occasion des sécheresses records. Cela conduit la Chine à construire encore plus de centrales à charbon, très polluantes, comme cela a été le cas en 2022 (Aglietta et Macaire 2023).

Si la Chine souhaite atténuer les effets de l'emballage climatique sur son territoire, elle doit relever le défi environnemental. Cela implique toute une série de luttes contre les différents polluants : émissions de tous genres, effluents, déchets de toutes sortes, qu'il faudra réduire afin d'assurer la bonne santé des différents milieux indispensables aux vivants : air, sol et eau (rivières, océans, etc.) Cela n'est pas gagné d'avance lorsqu'on sait que le développement économique fulgurant de la Chine continue d'être à l'origine d'une forte demande en énergétiques fossiles très polluantes.

La Chine est aujourd'hui le 2<sup>ème</sup> plus gros consommateur de pétrole au monde après les Etats-Unis et le 3<sup>ème</sup> plus gros consommateur de gaz naturel. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'OPEP) estime que la demande chinoise atteint en moyenne 17 millions de barils par jour au premier semestre 2024. Cela l'a conduite à être, depuis 2007, le plus gros émetteur de CO<sub>2</sub>, avec 27% de l'ensemble des émissions mondiales, dégradant ainsi sérieusement la qualité de l'air, particulièrement dans les grandes métropoles où les seuils dépassent souvent les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pékin est particulièrement touché. La pollution y est essentiellement composée de 26 à 33% de particules secondaires<sup>6</sup>, de 7 à 20% de charbon, de 9 à 23% de poussières, de 3 à 26% de gaz d'échappement des véhicules, de 6 à 28% d'émissions industrielles et enfin de 6 à 13% de combustion de la biomasse (Zhang et Cao 2015 ; Miller et Xu 2018). Le secteur de la construction contribue également à la pollution à hauteur de 23% (Jin et al., 2016). La pollution de l'air ambiant et la pollution domestique (due à la cuisson avec des combustibles) sont responsables de 2 millions de morts par an selon l'OMS. Rien qu'au cours du premier semestre de 2020, la pollution de l'air a causé 49 000 décès dans les seules villes de Pékin et Shanghai. La pollution touche également les lacs et les rivières, et rend les terres cultivables impropres à la culture pour les décennies à venir. Selon le ministère chinois des ressources hydrauliques, le déversement, ces dernières années, de 75 milliards de tonnes d'eaux usées et de déchets de toute sorte est à l'origine d'un niveau de pollution très élevé dans 40 % des cours d'eau du pays.

En 2020, l'indice de performance environnementale (*Environment Performance Index – EPI*) classe la Chine au 137<sup>ème</sup> rang sur 180 pays (Monjon et Boudinet 2021). Cet indice prend en compte la qualité de l'air, les émissions de pollution, la gestion des déchets, l'assainissement et l'eau potable, etc. Ce classement traduit une situation environnementale alarmante et pose légitimement la question de savoir ce que les autorités chinoises ont engagé comme plan d'actions.

---

Les particules secondaires sont des gaz présents dans l'atmosphère et transformés en particules, soit directement (de<sup>6</sup> gaz au solide), soit en passant par les gouttes d'eau.

En 2010, conscients de la gravité de la situation, les officiels chinois ont amorcé une inflexion politique en faveur d'une transition écologique. Quatre ans plus tard, le premier ministre chinois, Li Keqiang, annonce l'entrée de son pays dans « la guerre à la pollution ». Trois ans plus tard, Xi Jinping exprime devant le Parti communiste sa détermination à faire de la Chine une « civilisation écologique ». Dès 2013, le Conseil d'Etat chinois a engagé un plan d'action de prévention et de contrôle de la pollution atmosphérique (APPCAP) afin de diminuer les hauts niveaux de pollutions atmosphériques et leurs effets néfastes sur la santé. A l'occasion de la COP21, la Chine est apparue aux yeux du monde comme le bon élève. Elle s'y est engagée, à l'horizon 2030, à réduire l'intensité des émissions carbone jusqu'à 65% du niveau observé en 2005, et à augmenter la part des énergies propres jusqu'à 20% de sa consommation (Wang et Wang 2015). La Chine souhaite atteindre un pic carbone en 2030 et la neutralité carbone en 2060. Depuis, la lutte contre la pollution sous toutes ses formes est devenue l'un des enjeux majeurs de la santé publique en Chine.

Un vaste programme de mesures mis en place par Pékin entre 1998 et 2017 montre des résultats encourageants. L'intensité des émissions diminue d'année en année et l'amélioration de la qualité de l'air se fait ressentir (Bessagnet, 2019). Les mesures de pollution menée *in situ* ont montré une nette baisse de la concentration de certains polluants : 38% pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), 55% pour PM<sub>10</sub> (particules de diamètre inférieur ou égal à 10 µm) et jusqu'à 93% pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) (UN ENVIRONMENT, 2019). De même, les concentrations moyennes annuelles de monoxyde de carbone ont baissé de 28,2% sur la période 2013- 2017. L'amélioration de la qualité de l'air qui découle du programme APPCAP a permis une baisse de la mortalité (Bessagnet, 2019).

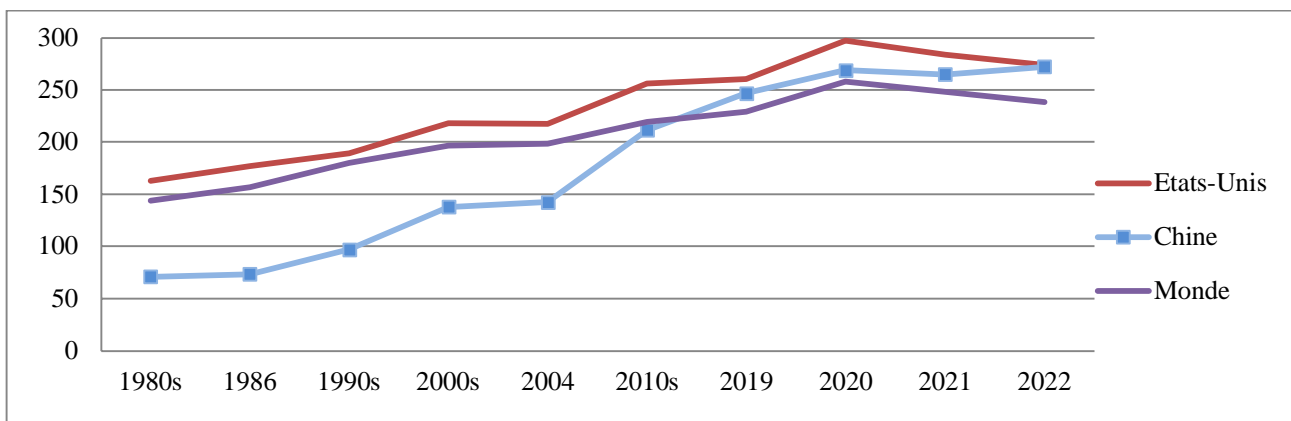
Sur le plan des énergies propres et du verdissement du mix énergétique, la Chine fait des progrès indéniables si bien qu'elle est souvent présentée comme le chef de file des énergies bas-carbone. Elle dispose de la plus grande capacité installée en énergies solaire, éolienne et hydroélectrique (Hove, 2021). La production électrique chinoise à partir d'énergies renouvelables (hormis l'hydroélectrique), en pourcentage du total de la production électrique dans le pays, a été multipliée par plus de 20 fois entre 2000 et 2015.

Ces résultats encourageants restent néanmoins ceux des pays à revenu intermédiaire, et ne doivent pas faire oublier la part encore considérable et toujours croissante des énergies fossiles dans l'économie chinoise. Les défis environnementaux et de santé publique que devrait surmonter la Chine dans les prochaines décennies restent considérables et devraient mobiliser des ressources colossales. Le chemin qui reste à parcourir pour atteindre le pic carbone en 2030 et la neutralité carbone en 2060 est encore long et abrupt. Beaucoup juge la feuille de route lacunaire pour atteindre ces objectifs (Aglietta & Macaire, 2023). Ces défis apparaissent d'autant plus difficiles que le pays connaît un endettement et une crise immobilière inquiétants qui risquent bien de plomber sa croissance de long terme, et réduire les ressources disponibles.

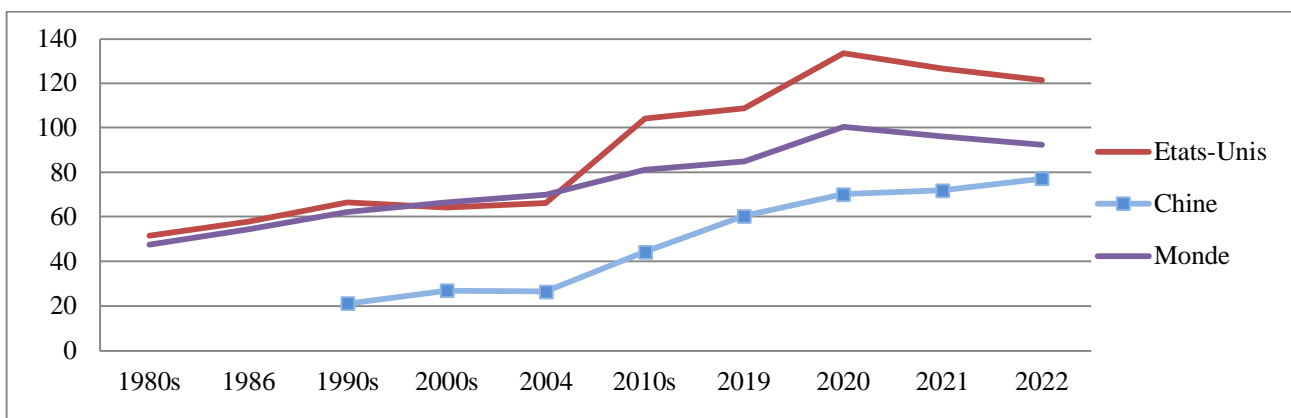
### 3.4. L'endettement chinois, une source d'inquiétude grandissante

A partir de 2009, la dette de la Chine n'a cessé de s'accroître. Le Fonds Monétaire International (FMI) alerte régulièrement Pékin sur les risques inhérents, notamment sur la croissance économique de long terme. Selon l'Institution de Bretton Woods, la Chine a joué un rôle central, depuis 2009, dans la hausse de la dette mondiale. La dette chinoise est la 10<sup>ème</sup> la plus élevée au monde en pourcentage du PIB et de loin la 1<sup>ère</sup> au sein des pays émergents (Aglietta et Macaire 2023). En 2022, la dette totale atteint 272% du PIB, celle du secteur public près de 80% du PIB, et la dette privée 195% du PIB (figures N°6 à 8). Les entreprises chinoises ne sont pas en reste puisque leur endettement atteint 131% du PIB.

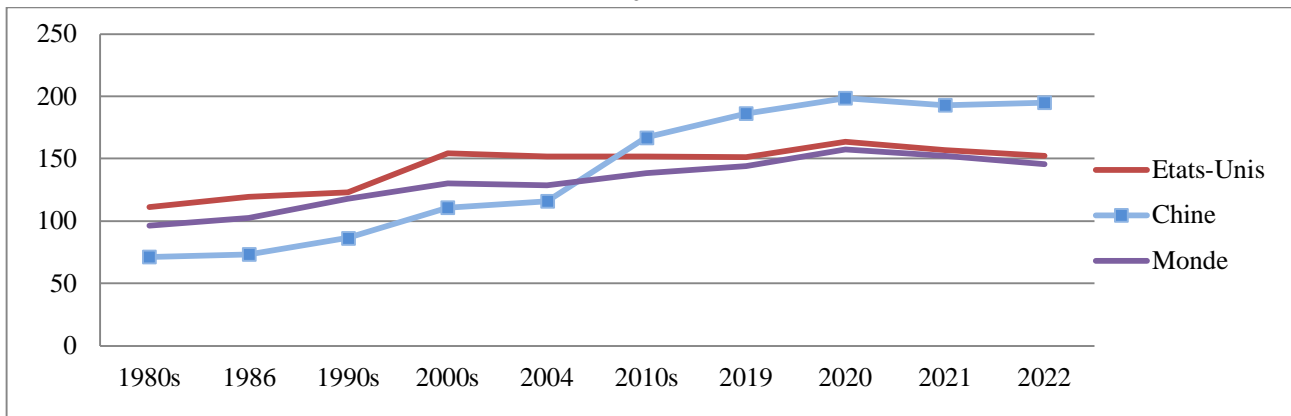
**Figure N° 6. Evolution du totale de la dette chinoise (en pourcentage du PIB), 1980-2022**



**Figure N° 7. Evolution du totale de la dette publique chinoise (en pourcentage du PIB), 1980-2022**



**Figure N° 8. Evolution du totale de la dette privée chinoise (en pourcentage du PIB), 1980-2022**



**Source :** graphiques de l’auteur sur la base de données du *Global Debt Database*, FMI, 2023.

Mais c’est davantage la concentration de la dette dans le secteur de l’immobilier qui inquiète le plus. Celle-ci est passée de 30% à 60% du PIB en à peine une décennie. Depuis que le gouvernement chinois ait encouragé et facilité l’accès aux prêts hypothécaires résidentiels, le secteur de l’immobilier connaît une croissance exceptionnelle qui atteint un quart du PIB de la Chine. Mais depuis 2020, l’emballement de l’immobilier chinois laisse place à une crise, qualifiée de majeure, et une dette colossale qui constitue un risque important pour l’économie de la Chine et son système financier, après que le resserrement des conditions du crédit a enchaîné les faillites des géants de l’immobilier à l’instar d’Evergrande et provoqué une véritable crise de confiance. La chute des prix de l’immobilier qui a suivie plombe les finances des collectivités locales dans la mesure où une partie importante de leurs recettes provient de la vente des terrains aux promoteurs (Prasad, 2023). Cette crise immobilière est certainement doublée par une crise sociale voire politique. Les ménages ont placé les trois quarts de leur patrimoine dans l’immobilier et la crise leur a fait perdre un tiers de leur fortune en l’espace de quelques mois, ce qui pourrait bien saper la confiance des Chinois dans leurs dirigeants. D’aucuns qualifient déjà la situation de la plus grave depuis la révolte de Tiananmen en 1989 et de périlleuse pour le pouvoir chinois. Les niveaux d’endettement sans précédent conjugué à la crise immobilière persistante affaiblissent la demande intérieure, ce qui pèsera lourdement sur la croissance économique de long terme et réduira les ressources nécessaires pour surmonter les défis majeurs de la Chine.

Ces derniers sont tellement nombreux et complexes que certains analystes prédisent l’effondrement imminent de l’économie chinoise (Prasad, 2023), pendant que d’autres, plus tempérés, se contentent d’affirmer que la Chine n’atteindra jamais ses objectifs de domination sur la scène internationale (Brisset, 2015) et que son influence mondiale va décliner (Aglietta et Macaire 2023). Cette situation complexe invalide les velléités hégémoniques que l’on prête à la Chine ; les dirigeants chinois sont conscients des défis qui les attendent dans les prochaines décennies et n’ont ni la volonté ni les moyens de faire de

leur pays le nouvel hégémon. Ce rejet de l'hégémonie mondiale remonte à l'époque de Mao Zedong et de son ministre des affaires étrangères Zhou Enlai.

#### 4. *L'hégémonie mondiale est coûteuse et ne rapporte pas grand-chose*

Les discours des officiels chinois depuis Zhou Enlai considèrent que l'hégémonie n'est pas une pratique rationnelle dans la mesure où elle coûte plus cher qu'elle ne rapporte à l'hégémon. Ce discours n'a cessé d'être réitéré en observant les dépenses militaires américaines faramineuses et les nombreuses pertes en vies humaines dans les rangs de l'armée des Etats-Unis notamment au Vietnam, en Irak et en Afghanistan. Au yeux de Pékin, ces interventions n'ont pas rapporté grand-chose si ce n'est d'affaiblir le *softpower* des Etats-Unis (Badie, 2023). Après 20 ans de guerre et d'occupation militaire en Afghanistan, les troupes américaines ont échoué à faire plier les Talibans. « *Retrait américain d'Afghanistan: les coulisses d'un fiasco* » c'est ainsi que titrait le *The New York Times* pour décrire le retrait chaotique des troupes américaines de ce pays. Beaucoup pointent les mensonges et les erreurs de jugement des politiques et de leurs conseillers qui, depuis 2001, ont coûté la vie à des dizaines de milliers de civils afghans, 2300 soldats américains, et 133 milliards de dollars gaspillés pour un succès qui n'est pas au rendez-vous.

Ces guerres ont pour but ultime de prolonger l'hégémonie mondiale des Etats-Unis en intervenant là où ses intérêts le leur dictent. Cependant les bilans lourds qu'elles engendrent poussent continuellement les puissances occidentales à remettre en cause leur supériorité stratégique et leur puissance militaire. Le *power politics*, l'idée selon laquelle la puissance militaire et technologique peut tout régler et permet de gagner partout, a montré ses limites. Le « fort » n'arriverait donc plus à battre le « faible » ? Ces défaites des « forts » ne sont pourtant pas nouvelles, et l'histoire en offre plusieurs occurrences. Les déroutes des puissances coloniales en Algérie et au Viêtnam lors des guerres de décolonisation montrent que la domination, même sous sa forme la plus brutale, finit par ne plus faire le poids face à des peuples déterminés à arracher leur liberté.

Tout cela est au vu et au su du monde entier, et notamment de la Chine. Si les puissances occidentales ne sont pas parvenues à asseoir définitivement leur domination, il est peu probable que la Chine s'y aventure ou y trouve un quelconque intérêt. Les dirigeants chinois ont bien compris que l'hégémonie mondiale est peu désirable tant elle est coûteuse et n'a presque abouti nulle part. Une course vers l'hégémonie mondiale risquerait de compromettre les intérêts économiques chinois (ses investissements et son approvisionnement en énergies) dans la mesure où elle susciterait le rejet, à l'instar des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, ou encore la France dans le Sahel. De plus, la Chine ne dispose pas de ressources illimitées pour, à la fois, surmonter ses défis internes et imposer son hégémonie dans le monde ; son économie ne présente pas encore la maturité et les caractéristiques des économies développées. En effet, le secteur des services occupe moins d'un tiers sur deux, contre 70% en Allemagne et au Japon ; il contribue au PIB chinois qu'à hauteur de 54% (en 2020) contre plus des deux tiers pour l'Allemagne ou le

Japon. La consommation des ménages constitue un moteur essentiel dans les économies développées alors qu'elle n'augmente que timidement en Chine (Attané, 2022). Pour couronner le tout, la croissance économique chinoise n'enregistre plus des taux à deux chiffres, et en 2023 elle a été la plus faible depuis trente ans. Enfin, un projet chinois de domination mondiale rompra avec l'histoire millénaire de la Chine plutôt pacifique et dans laquelle l'Empire du Milieu n'a jamais eu de visées hégémoniques.

### **5. Tout au long de son histoire, la Chine n'a jamais eu de velléités hégémoniques**

Pour beaucoup, la montée de la puissance chinoise commence sous Deng Xiaoping dans les années 1970. En réalité, ce n'est qu'une forme de résurrection et non un événement inédit dans l'histoire de la Chine (Cohen, 2008). Elle serait le résultat d'un long processus de montée en puissance, dans les domaines économique, industriel, militaire et culturel, ponctué par des périodes de reprise et d'effondrement. La période faste s'étale de l'empire romain jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment durant les dynasties Tang et Song du VII<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècles. Durant cette période, la Chine a beaucoup contribué à la civilisation humaine à travers des inventions révolutionnaires, telles que la poudre à canon, la boussole ou encore l'imprimerie ; autant de prouesses qui dénotent de l'avance technologique de la Chine.

Ces nombreuses inventions ont permis à la Chine de devenir une puissance notamment militaire et maritime. Sous la dynastie Tang (618-908), les progrès technologiques ont rendu possible des expéditions lointaines, jusqu'en Afrique du Nord, à des fins commerciales et diplomatiques. A l'époque des Song du Sud (1127-1279), le commerce maritime s'est considérablement développé grâce à l'invention d'immenses bateaux capables de transporter des centaines de marins sur de longues distances (Snow 1988 ; Yuan 2006). La puissance de la marine chinoise culmine sous les Ming (1368-1644) connus pour les sept expéditions maritimes de l'amiral Zeng He, celui-ci est souvent présenté comme l'équivalent de Christophe Colomb (Menzies, 2007). La puissance chinoise était aussi économique et industrielle. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la part de la production manufacturière chinoise dans le monde approchait les 33%, contre 23,2% pour celle de l'Europe.

Contrairement à l'Occident, la puissance chinoise ne s'est pas faite par la colonisation. Au point culminant de sa force, du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, la Chine disposait d'une avance économique et technologique sans jamais avoir eu recours à la colonisation ou à la destruction d'autres civilisations (Maurel 2008 ; Gazibo et Chantal 2011). Elle n'a jamais pris possession de territoires étrangers qui ne lui appartenaient pas dans le but d'en exploiter les ressources à son seul avantage. Pourtant, durant les périodes de puissance, la Chine aurait pu s'accaparer des territoires voisins tels que l'Inde, la Sibérie ou encore la péninsule indochinoise, à l'image du Japon qui a colonisé l'essentiel des îles du Pacifique, les Philippines, de Hong-Kong, etc.

La Chine apparaît ainsi, tout au long de son histoire millénaire, comme une puissance pacifique qui compte sur ses propres ressources pour assurer son développement, loin de



toute tentation hégémonique.<sup>7</sup> Philip Snow (1988) fait remarquer que les relations qu'entretenait la flotte de l'amiral Zheng He avec les peuples africains étaient déjà bien différentes de celles des Européens qui arriveront plus tard. Il note que contrairement aux Portugais, les Chinois ne se livraient pas à la destruction ni à la conquête d'aucune ville. Ils se comportaient avec courtoisie et retenue avec les peuples. Encore aujourd'hui, l'attitude de la Chine lui vaut bien des amitiés en Afrique et en Amérique latine là où les anciens empires coloniaux perdent du terrain. Elle préfère avoir des comptoirs commerciaux et des investissements, pendant que certaines puissances occidentales, Etats-Unis en tête, préfèrent planter des centaines de bases militaires.

Depuis qu'elle renoue avec sa puissance, la Chine tend à devenir plus responsable et plus pacifique car elle y a aussi intérêt. D'abord pour éviter que ses voisins ne se coalisent avec ses ennemis. Puis, parce que sa montée en puissance nécessite qu'elle s'entoure d'alliés beaucoup plus que d'ennemis, qui lui seront précieux notamment au sein des instances internationales (Gazibo et Chantal 2011). Enfin, des relations apaisées avec ses partenaires favorisent les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques. Les dirigeants chinois n'ont cessé de réitérer leur souhait d'une « émergence pacifique » en promouvant la paix dans le monde. Ces déclarations émanent sans doute de bonnes intentions, mais servent aussi une priorité diplomatique, celle de la création d'un environnement favorable à la poursuite de son expansion économique, qui lui assure le déploiement de ses entreprises à l'étranger et la pérennité de ses approvisionnements énergétiques, dont l'interruption aurait des conséquences fâcheuses sur la stabilité économique, sociale et politique. C'est la raison pour laquelle la Chine est de plus en plus présente dans la gestion des crises internationales, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ; Elle s'est impliquée dans la gestion du dossier nucléaire iranien et la crise nord-coréenne, ou encore sa participation dans les opérations de maintien de la paix en particulier en Afrique.

En dépit des intentions pacifiques de la Chine périodiquement réitérées depuis Zhou Enlai, elle continue néanmoins d'inspirer crainte et méfiance au sein des pays occidentaux. Les théoriciens et décideurs occidentaux, particulièrement américains, continuent d'agiter le concept de « menace chinoise » en prêtant à la Chine des vellétés hégémoniques. La raison en serait double. D'abord, il existerait un biais de perception qui exagérerait la puissance et la menace chinoises. Ensuite, le besoin de fabriquer un ennemi pour servir à l'exercice du pouvoir politique.

---

<sup>7</sup> Toutefois, le pacifisme chinois avait ses limites, notamment en périodes de formation des dynasties qui se faisait, comme partout ailleurs, au détriment de ses voisins, ou pendant les périodes de déclin de sa puissance qui ont connu des guerres parfois sanglantes menées contre ses voisins comme la Corée du Sud et le Vietnam.

## 6. La « menace chinoise », un biais de perception de l'Occident et le besoin de fabriquer l'ennemi

On voit trop souvent les relations qui régissent les nations sous le prisme occidental qui considère que lorsqu'il y a deux Etats puissants, la confrontation devient presque inévitable. Pourtant cette lecture occidentale de la géopolitique a conduit dans le passé à des analyses et des erreurs diplomatiques qui ont souvent débouché sur des conflits sanglants, jugés a posteriori inutiles. Les guerres américaines au Moyen-Orient menées depuis les attentats du 11 septembre 2001 en sont très certainement l'illustration. Ces dernières auraient causées la mort de près d'un million de personnes, dont 500 000 civils, sans compter toutes les morts indirectes dues aux pertes en infrastructures, à la malnutrition, à la dégradation de l'environnement, etc. Cela est à ajouter aux 38 millions de réfugiés de guerre en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Syrie, en Libye, au Yémen et en Somalie, selon le bilan publié par le *Costs of War Project* de l'Université Brown. Ces coûts exorbitants ne sont apparus comme tels aux yeux des opinions publiques occidentales qu'après coup. C'est ainsi que 62% des Américains, dont une majorité d'anciens combattants en Irak et en Afghanistan, estimaient que ces guerres étaient inutiles compte tenu des maigres résultats qui contrastent avec les coûts élevés en vies humaines et en budgets militaires (Doherty et Kiley 2023).

Le prisme occidental déforme également la perception que l'on peut avoir de certains événements internationaux. La rétrocession de Hong Kong à la Chine, qui a eu lieu en 1997, avait suscité beaucoup d'espoir en Occident car on y voyait l'occasion de mettre la Chine sur les rails de la démocratie, du libéralisme économique à l'anglo-saxonne et des libertés fondamentales. Un enthousiasme qui n'était pourtant pas partagé par les Hongkongais qui craignaient des atteintes à leur système hérité des Britanniques. Près de trente ans plus tard, non seulement Hongkong n'a pas contribué à démocratiser la Chine, mais c'est la Chine qui sinise de plus en plus Hong Kong.

Ces décalages de perception devraient inciter à la prudence quant à l'interprétation que l'on a des intentions des dirigeants chinois. Croire en la « menace chinoise » serait, à la fois, surestimer la puissance chinoise et sous-estimer l'ampleur des défis internes. Ces derniers devraient mobiliser toutes les ressources de la Chine dans les prochaines décennies, tant ils constituent une urgence absolue pour le Parti communiste, dans la mesure où ils peuvent remettre en cause sa crédibilité et l'affaiblir aux yeux des Chinois, en particulier les plus jeunes, traditionnellement protestataires et revendicateurs ; les soulèvements de Tiananmen de 1989, dirigés par des étudiants, sont encore dans tous les esprits. Tout cela rend l'hypothèse hégémonique s'agissant de la Chine peu probable et particulièrement périlleuse pour les officiels chinois.

L'émergence chinoise fascine autant qu'elle effraie. Cela la rend la candidate idéale pour les Etats-Unis dans leur quête d'un nouvel ennemi, après la disparition de l'URSS. Ces derniers ont toujours eu besoin de forger un adversaire : du Royaume-Uni au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'URSS pendant la guerre froide, en passant par le Japon, et aujourd'hui la Chine (Matelly,

2020). Cette quête des Etats-Unis d'un ennemi idéal sert des objectifs internes et externes. D'abord, à l'échelle nationale, l'ennemi fédère le peuple américain autour de ses dirigeants, notamment en temps de crise économique, sociale, etc. Il fournit une explication commode aux problèmes insolubles et donne une image de sauveurs aux politiques qui lui résistent. Des « koulaks, agents de l'étranger » inventés par Staline, aux « cryptocalistes » ennemi de la Chine, en passant par l'Irak qui menaçait le monde selon Georges W. Bush. Les exemples de fabrication de l'ennemi sont si nombreux que l'on peut raisonnablement douter de leur véracité, et s'ils ne sont pas inventés de toute pièce, du moins ils sont exagérés. La menace que constituerait la Chine semble être la continuité de cette fabrication de l'ennemi. Puis, cette dernière sert des objectifs externes ; la fin de l'URSS a entraîné une période de turbulences théoriques dans la recherche en relations internationales. Les Etats-Unis, qui étaient jusque-là le garant de la sécurité de l'Occident face à la menace soviétique, ont quelque peu perdu de leur importance aux yeux du reste des démocraties. Cela a imposé la nécessité de fabriquer un nouvel ennemi capable de fédérer les nations, partageant les mêmes valeurs, autour de l'idée de le combattre ; et de continuer de voir en les Etats-Unis l'hégémon bienveillant et protecteur du monde libre qui suscite l'adhésion, face à une « menace chinoise » galopante qui tenterait de remettre en cause l'ordre mondial actuel occcidento-centré. Cela pourrait même légitimer toute action militaire future contre celle-ci.

Les officiels chinois estiment que les Etats-Unis et leurs alliés exagèrent. Ils se veulent rassurants en réfutant toute idée d'hégémonie ou d'impérialisme. A contrario, elle souhaite un système empreint de paix, de multilatéralisme et d'interdépendance économique poussée entre les nations ; ils assurent que les retombées seront bénéfiques et profiteront à tous. Dans la réalité, la globalisation a interconnecté les économies et l'émergence de la Chine a été le moteur de croissance économique à de nombreux pays, en particulier les Etats-Unis.

### ***7. La Chine souhaite un monde multilatéral dans lequel les nations sont interdépendantes et les relations mutuellement bénéfiques***

Les nombreux points de tension entre la Chine et les Etats-Unis<sup>8</sup> ne devraient pas faire oublier la forte interdépendance entre les deux économies. La relation entre les Etats-Unis et la Chine façonnera le XXI<sup>e</sup> siècle des dires mêmes de Barack Obama, l'ancien président américain. Le dernier gouverneur britannique de Hong Kong Chris Patten (1999) disait que la Chine « ne bougera pas » sans les Etats-Unis et ces derniers de même sans la Chine et souligne la nécessité d'un accord entre eux pour « sauver le siècle ». Depuis, ce constat a été réitéré par de nombreux stratèges et politiques.

Depuis les années 1970, le couplage des deux plus fortes économies du monde a servi de moteur à l'économie mondiale et à sa globalisation. Cette globalisation est initiée et voulue par les Etats-Unis, mais c'est la Chine qui a su en bénéficier le plus. Elle a servi de puissant propulseur de son économie et s'est imposée pendant longtemps comme « l'atelier du monde » grâce à une main-d'œuvre longtemps restée bon marché. Cela a exercé une forte

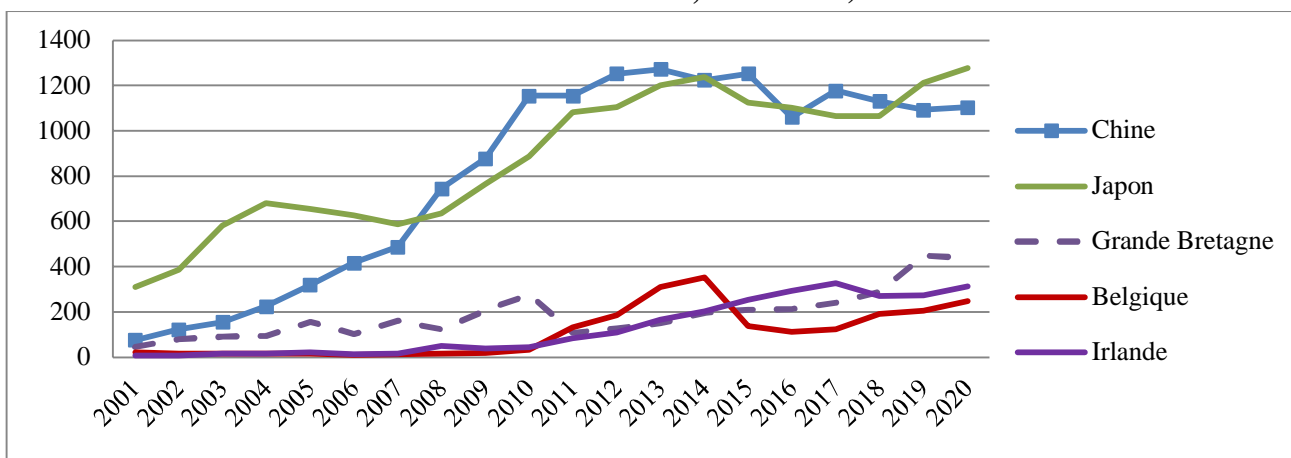
<sup>8</sup> Dont on peut citer la lutte d'influence dans la région indopacifique, la crise autour de Taïwan, la rivalité dans les nouvelles technologies, etc.

attraction sur les entreprises étrangères (japonaises dès les années 1960, puis taiwanaises, et enfin des groupes occidentaux depuis l'entrée de la Chine à l'OMC) qui se sont empressées de s'y localiser. Le développement fulgurant de l'économie chinoise qui s'en est suivi a été réinvesti dans l'économie américaine par le biais d'achats massifs de bons du Trésor américain (Valantin, 2020), et donc dans la dette américaine, ces derniers sont considérés comme les véritables actifs sûrs au monde en temps de crise.

### 7.1. Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine battent souvent des records

Les échanges bilatéraux entre les deux superpuissances économiques enregistrent souvent des records. En 2022, un nouveau a été battu avec près de 700 milliards de dollars d'échanges commerciaux. Pourtant, cela intervient dans un contexte de dégradation des relations entre les deux pays sur fond de rivalité géopolitique et technologique, et des efforts de l'Administration de Trump puis celle de Biden de réduire la dépendance économique à l'égard de Pékin. La Chine est devenue un fournisseur incontournable de nombreux produits demandés aux Etats-Unis, tels que les panneaux solaires ou encore les téléphones portables. L'offre chinoise de biens bon marché a permis une croissance importante de la consommation américaine et la création de plus de 2 millions d'emplois aux Etats-Unis. D'aucuns pensent que l'essor chinois est une opportunité pour les Etats-Unis plutôt qu'un défi, dans la mesure où ce sont ces derniers qui en ont le plus bénéficié, plus que tout autre pays dans le monde (Matelly, 2020). Cela souligne les liens économiques profondément imbriqués entre les deux économies, qui sont d'autant plus incontournables que la Chine est le premier créancier étranger des Etats-Unis depuis 2008. En 2015, la part de la Chine dans l'endettement américain a atteint un pic avec plus de 1200 milliards de dollars, avant d'amorcer une petite décrue (figure N°9).

**Figure N° 9. Détention étrangère cumulée de la dette fédérale américaine (en milliards de dollars américains ; 2001-2020)**



Sources : US Treasury, Réserve fédérale américaine.

La relation sino-américaine est également marquée par une forte dimension conflictuelle. Celle-ci culmine depuis 2018 à la suite de la guerre commerciale lancée par

l'Administration Trump et maintenue par Biden.<sup>9</sup> Cette guerre commerciale vise à résorber le déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine, un objectif qui servirait d'alibi pour freiner la progression de l'économie chinoise. Mais il a eu des conséquences fâcheuses sur les deux pays. En effet, si la Chine a montré des signes de ralentissement économique qui a nécessité la mise en place d'une politique budgétaire censée relancer la croissance, aux Etats-Unis, le secteur agricole a été durement touché, si bien que cela a nécessité un plan de 12 milliards de dollars. Parallèlement, les entreprises américaines ont vu leurs coûts de production augmenter, les obligeant à rogner sur leur marge afin de ne pas augmenter les prix. Certains analystes pensent que l'objectif de réduction du déficit commercial avec la Chine est atteint, mais cela reste qu'une illusion dans la mesure où les déficits avec d'autres partenaires qui ont remplacé la Chine se sont creusés ; si certains produits chinois ne sont pas remplacés, ce sera le consommateur américain qui devra payer plus cher à la suite de l'instauration des taxes sur les importations en provenance de Chine.

Toutefois, cette dimension conflictuelle ne devrait pas l'emporter sur le pragmatisme et les nombreuses opportunités mutuellement bénéfiques aux deux économies. En effet, la Chine se veut une superpuissance pragmatique qui met en avant le principe d'un développement partagé. Celui, une fois combiné à l'opportunisme américain<sup>10</sup>, devrait l'emporter sur les incompatibilités, supposées ou réelles, en matières commerciales, économiques et politiques. Puis, la peur du déclin pousse les Etats-Unis à s'arrimer à la croissance chinoise. Cela rappelle, à certains égards, l'opportunisme britannique quand les Etats-Unis apparaissaient comme la future puissance mondiale. Enfin, les deux puissances sont arrivées à un stade d'interdépendance si avancé, que tout retour en arrière est inenvisageable, tel un effet de cliquet, tant est important le risque d'être entraîné par la chute de l'autre.

Ce concept de développement partagé semble pousser la Chine à laisser aux Etats-Unis la suprématie dans un certain nombre de domaines que Pékin juge moins vitaux à son développement. C'est ainsi que la Chine n'a jamais essayé véritablement de concurrencer le dollar américain en internationalisant suffisamment sa monnaie, le yuan (CNY), si l'on en juge par sa part restée modeste sur la scène internationale.

## ***7.2. L'utilisation du yuan à l'échelle internationale est loin de rivaliser avec le dollar ou l'euro***

L'accession au rang de superpuissance économique devrait naturellement s'accompagner de l'internationalisation importante de la monnaie du pays, c'est-à-dire sa large utilisation par des non-résidents. Cela devra se refléter notamment par une progression de sa part dans les réserves de change mondiales et dans le volume du commerce réglé dans cette même monnaie. C'est en tout cas ce que nous apprend l'histoire.

---

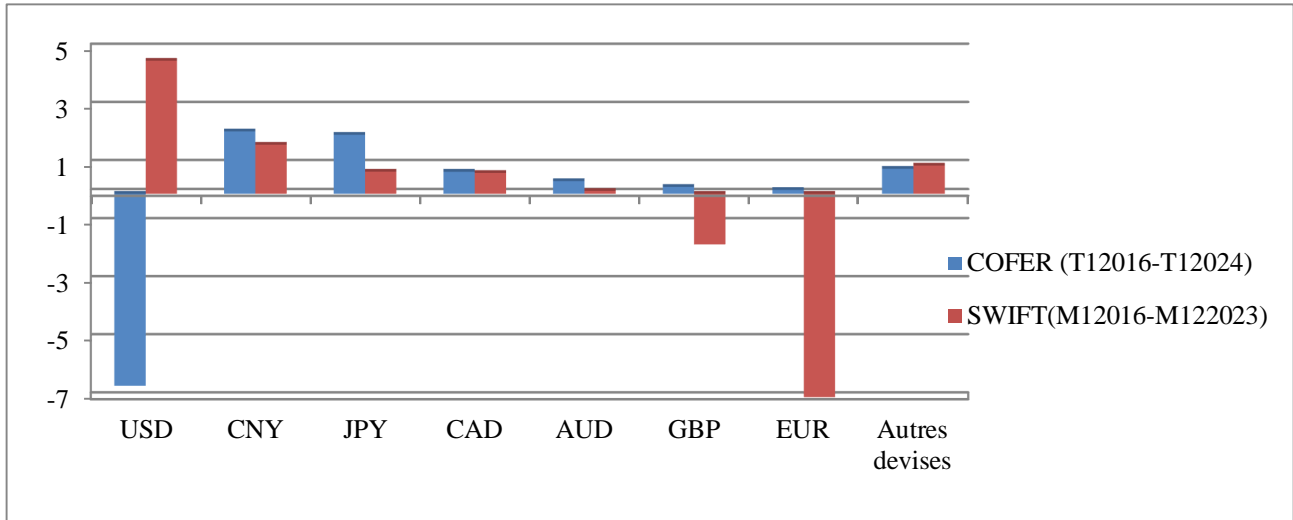
Le 08 mars 2018, Donald Trump annonçait sa volonté de taxer les importations d'acier et d'aluminium à hauteur de <sup>9</sup> 25% et 10%, respectivement. Il s'en est suivie une série de mesures de rétorsions, de nouvelles mesures protectionnistes et de négociations.

L'Administration d'Obama disait déjà que les Etats-Unis devaient agir avec opportunisme en étendant la coopération <sup>10</sup> sino-américaine jusqu'à créer une relation d'interdépendance.

Sous Napoléon 1<sup>er</sup>, la France formait un vaste empire au sommet de sa puissance, incluant la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et le Nord de l'Italie, dans lequel le franc français circulait largement et occupait un rang mondial élevé. La livre sterling qui lui a succédé, était à la fois le symbole et le pilier de la puissance industrielle et commerciale britannique ; elle jouait le rôle de première monnaie internationale dans le système de l'étalon-or, et les autres devises possédaient leurs parités fixes avec la monnaie britannique. A la veille de la Première Guerre mondiale, on estimait que les réserves de change connues étaient composées de 64% de livres sterling, 15% de francs français et 15% de Mark allemand. La livre sterling n'a été supplantée par le dollar américain, que lorsque l'économie américaine commençait à dépasser celle du Royaume-Uni à la période d'entre-deux-guerres ; depuis la devise américaine s'est hissée au rang de première monnaie internationale et occupe un rôle central dans l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Qu'en est-il de la Chine et de sa monnaie ? La Chine semble faire exception dans la mesure où son accession au rang de puissance économique mondiale n'a pas été suivie par une internationalisation suffisante de sa monnaie ; et le déclin relatif du dollar américain depuis quelques années ne semble pas pleinement lui profiter.

Depuis le milieu des années 2010, le dollar américain a amorcé une décrue dans les réserves mondiales, qui s'est accélérée à partir de 2020. Ce mouvement que l'on peut qualifier de dédollarisation serait le résultat de stratégies de diversification des réserves de change en vue notamment d'atténuer les risques financiers (Aglietta et Macaire 2023), plus qu'une véritable ruée vers le yuan. Certes, la monnaie chinoise est, depuis 2016, la devise dont la part a le plus progressé dans les réserves de change mondiales et dans les transactions commerciales internationales, selon les données du FMI et de Swift, mais cette avancée reste modeste et limitée, car d'autres devises en ont également bénéficié, ainsi que l'or qui semble redevenir attractif comme actif de réserve (Aglietta et Macaire 2023). La figure 10 montre, à partir de données trimestrielles du FMI sur la période 2016-2024 (COFER), une baisse de 7 points de pourcentages de la part du dollar dans les réserves de change détenues par les Banques centrales, et la hausse de toutes les autres devises, en premier desquelles figure le yuan qui gagne ainsi plus de 2 points de pourcentage. La monnaie chinoise enregistre également une progression de 1,7 point en tant que monnaie qui libelle le commerce internationale, selon les données mensuelles publiées par la plateforme de messagerie Swift sur la période 2016-2023 (qui enregistre la plupart des transactions internationales).

**Figure 10. Evolution des principales devises dans les réserves de change mondiales (T12016-T12024) et dans le commerce international (M12016-M122024) (En points de pourcentage)**



**Sources :** graphique de l'auteur sur la base des données la Composition en devises des réserves officielles de change (COFER), FMI, 2024 ; et du *RMB Tracker document centre, Swift*, 2024.

Se pose la question de savoir à quoi serait due la lenteur de l'internationalisation la monnaie chinoise. Les raisons seraient multiples ; d'abord, des contrôle des capitaux importants, puis une infrastructure financière moins développée que celles des pays avancés qui ne propose pas d'actifs sur pour les investisseurs étrangers, des risques politiques et financiers, un manque d'outils de couverture du risque, etc. Ces limites à l'internationalisation du yuan ne devraient pas s'affaiblir dans le court terme étant donné l'orientation de la politique chinoise actuelle (Aglietta et Macaire, 2019). Mais c'est surtout l'absence de volonté politique qui semble en être l'obstacle majeur. La domination du yuan, tant régionale qu'internationale, n'est pas pour le moyen terme, et le dollar demeurerait la monnaie dominante dans les prochaines décennies, car aucune autre monnaie n'est capable de fournir des actifs sûrs, liquides et en quantité importante équivalents aux actifs libellés en dollar (Aglietta et Macaire 2023). Tout au plus, la progression du yuan dans les prochaines années, voire décennies, ferait un peu d'ombre au dollar mais ne l'éclipsera pas.

Si les dirigeants chinois ont consenti depuis 2009 à certains efforts dans l'internationalisation de leur monnaie<sup>11</sup>, cette dernière semble se limiter principalement à la protection de l'économie chinoise. En effet, une utilisation plus importante du yuan pourrait réduire la dépendance de l'économie chinoise au dollar et servir de bouclier contre les sanctions américaines et l'extraterritorialité de certaines lois états-uniennes, qui pourront frapper les entreprises chinoises, en particulier en cas de conflit autour de Taïwan ; les sanctions affligées à certains pays, comme l'Iran à partir de 2014, sont venues confirmer les craintes chinoises. Ensuite, l'utilisation du yuan dans les échanges avec les partenaires

<sup>11</sup> Dont on peut citer les infrastructures financières internationales telles que les *clearing banks* à l'étranger, l'ouverture des centres *offshores*, l'entrée du yuan dans le panier des Droits de tirage spéciaux du FMI (DTS), les accords de swap permettant aux banques qui le désirent d'accéder à la monnaie chinois, etc.

protégera l'économie chinoise des crises qui pourraient frapper les grandes monnaies comme le dollar et l'euro.

Le rang qu'occupe le yuan sur la scène mondiale demeure plus proche de celui des devises dites non traditionnelles, secondaires ou encore de diversification, telles que les dollars canadien et australien, que celui des grandes monnaies telles que le dollar américain et l'euro. Il en ressort que la domination économique chinoise s'en trouve amputée de la domination monétaire qui devrait l'accompagner pour cocher toutes les conditions d'une hégémonie mondiale que l'on prête volontiers à la Chine. L'absence de cette dimension monétaire primordiale est un argument supplémentaire en défaveur d'une hégémonie mondiale que l'on prête à la Chine.

## **8. Conclusion**

L'objectif de cet article est de montrer que la Chine ne cherche pas à remplacer les Etats-Unis en devenant le nouvel hégémon. Les velléités hégémoniques qu'on lui prête sont d'abord dues au vieux trait de la culture occidentale qui perçoit comme menace toute puissance émergente ; puis à la nécessité de remplacer l'ennemi disparu, l'URSS, par la Chine, dans le but de renforcer l'unité des Américains autour de leurs dirigeants, et permettre au pays de continuer d'incarner aux yeux du monde l'hégémon bienveillant et protecteur des valeurs occidentales. Ce prisme occidental déformant a conduit dans le passé à de fausses analyses et des erreurs diplomatiques qui nous invitent à la prudence s'agissant des intentions que l'on prête à la Chine, et les conséquences qui pourraient en découler.

La Chine, par le biais de ses dirigeants depuis Zhou Enlai, dément toute volonté hégémonique, car celle-ci rapporterait très peu au regard des moyens exorbitants qu'elle nécessiterait. Imposer une forme hégémonique mondiale risquerait de compromettre les intérêts économiques chinois dans la mesure où cela susciterait le rejet de ses partenaires commerciaux. De plus, les nombreux défis, traités dans cet article, auxquels la Chine devra faire face dans les prochaines décennies vont mobiliser toutes ses ressources et toute l'attention de ses dirigeants ; l'enjeu est important, celui d'assurer le maintien du Parti communiste au pouvoir. Dès lors, il apparaît évident que la Chine cherche, tout au plus, à assurer une forte croissance économique, à l'exclusion de toute hégémonie mondiale, et à bâtir un monde multilatéral et sans hégémon empreint d'une forte interdépendance et complémentarité entre les économies. Cela lui permettra de continuer son ascension économique. Cette complémentarité entre les économies impose à la Chine d'éviter de concurrencer frontalement les Etats-Unis dans des domaines où ces derniers ont atteint une forme de suprématie. C'est ainsi que la Chine n'a jamais pleinement internationalisé sa monnaie de crainte que celle-ci ne rivalise avec le dollar américain ; preuve en est sa place encore très marginale sur la scène internationale malgré le poids économique important du pays émetteur, et des quelques efforts d'internationalisation consenties depuis 2009. Ces derniers semblent davantage servir l'objectif unique de la Chine, celui de renforcer sa puissance économique et de se prémunir contre d'éventuelles sanctions américaines, en



devenant moins dépendant au dollar. Cette vision volontairement optimiste que nous défendons dans cet article contraste avec le concept désormais généralisé de « menace chinoise » ; elle présente l'avantage d'éviter la multiplication des lignes rouges qui pourraient conduire à un conflit ouvert, et de voir la Chine comme une opportunité pour l'économie mondiale.

Toutefois, il est important de rester prudent quant à la trajectoire que va emprunter la Chine à plus long terme. D'abord, parce que le désir de domination semble lié à la condition humaine ; l'histoire rapporte très peu d'exemples de collectivités humaines qui n'aient pas cherché à imposer leur domination aux autres, après avoir cumulé tant de puissance. Puis, la montée en puissance de la Chine dans différents domaines ne va-t-elle pas la conduire à la domination politico-militaire ? L'histoire nous apprend également que la domination occidentale a commencé par une conquête commerciale et la nécessité de sécuriser les circuits économiques, avant de devenir une quête pour la domination mondiale. Enfin, dans leur peur d'être détrônés par la Chine, les Etats-Unis pourraient accroître les analyses et les perceptions erronées menant à la multiplication des lignes rouges, qui finiront par pousser la Chine à s'imposer davantage, dans un élan de résistance, et l'aspireront dans une logique de domination. De futurs développements devraient s'intéresser à comment pourrait évoluer la montée en puissance de la Chine dans le long terme.

## 9. Liste bibliographique

1. Aglietta, M., & Macaire, C. (2023). *Quelle nouvelle ère pour la Chine ? Les défis de la prospérité intérieure et de l'affirmation internationale*. 43.
2. Aglietta, M., Macaire, C., & others. (2019). De la devise clé au multilatéralisme : Quel rôle pour la Chine dans le Système Monétaire International? *La Lettre du CEPII*, 404.
3. Allison, G., & Glick-Unterman, J. (2021). *The great military rivalry : China vs the US*. Harvard Kennedy School Belfer Center for Science and International Affairs.
4. Attané, I. (2022). *Vieille avant d'être riche. La Chine face au défi de sa démographie* [Briefings de l'IFRI]. IFRI.  
[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/attane\\_chine\\_demographie\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/attane_chine_demographie_2022.pdf)
5. Badie, B. (2019). *L'hégémonie contestée : Les nouvelles formes de domination internationale*. Odile Jacob.
6. Badie, B. (2023). *Pour une approche subjective des relations internationales*. Odile Jacob.
7. Baylis, J. (2020). *The globalization of world politics : An introduction to international relations*. Oxford university press, USA.
8. BEESON, M. (2009). Hegemonic transition in East Asia ? The dynamics of Chinese and American power. *Review of International Studies*, 35(1), 95-112.  
<https://doi.org/10.1017/S0260210509008341>
9. Bessagnet, B. (2019). La pollution de l'air en Chine: *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, N° 96(4), 46-49. <https://doi.org/10.3917/re1.096.0046>
10. Brisset, J.-V. (2015). *Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine*. Atlantico.
11. Bürbaumer, B. (2024). Les États-Unis dans le piège de l'hégémonie. In *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation* (p. 217-290). La Découverte.  
<https://www.cairn.info/chine-etats-unis-le-capitalisme-contre-la-mondialisation--9782348078347-p-217.htm>
12. Cabestan, J.-P. (2022). Conclusion. Intégration, volonté de puissance et risques de guerre. In *La politique internationale de la Chine: Vol. 3e éd.* (p. 603-623). Presses de Sciences Po.

<https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724637908-p-603.htm>

13. Cohen, W. I. (2008). China's rise in historical perspective. In *Managing the China Challenge* (p. 37-54). Routledge.
14. Doherty, C., & Kiley, J. (2023). *A Look Back at How Fear and False Beliefs Bolstered US Public Support for War in Iraq*.
15. Du Rocher, S. B., & de Prisque, E. D. (2019). *La Chine e (s) t le monde : Essai sur la sino-mondialisation*. Odile Jacob.
16. Gazibo, M., & Chantal, R. (2011). *Un nouvel ordre mondial made in China?* Les Presses de l'Univ. de Montréal.
17. Gipouloux, F. (2020). La Chine : Un hégémon bienveillant: *Commentaire, Numéro 171(3)*, 555-564. <https://doi.org/10.3917/comm.171.0555>
18. Hove, A. (2021). Énergies renouvelables : Le système d'innovation chinois peut-il favoriser la transition bas-carbone ? *GREEN, 1(1)*, 76-85. <https://doi.org/10.3917/green.001.0076>
19. Jin, X., Xiao, C., Li, J., Huang, D., Yuan, G., Yao, Y., Wang, X., Hua, L., Zhang, G., Cao, L., & others. (2016). Source apportionment of PM<sub>2.5</sub> in Beijing using positive matrix factorization. *Journal of Radioanalytical and Nuclear Chemistry, 307*, 2147-2154.
20. Mahbubani, K. (2020). *Has China won?: The Chinese challenge to American primacy*. Hachette UK.
21. Maréchal, J.-P. (2018). La Chine : Nouvel hegemon du régime climatique mondial ? : *Monde chinois, N° 56(4)*, 8-27. <https://doi.org/10.3917/mochi.056.0008>
22. Matelly, S. (2020). Entre la Chine et les États-Unis, une compétition économique inévitable ? *Revue internationale et stratégique, 120(4)*, 27-37. <https://doi.org/10.3917/ris.120.0027>
23. Maurel, C. (2008). *La Chine et le monde*.
24. Menzies, G. (2007). *1421 : L'année où la Chine a découvert l'Amérique*. Intervalles.
25. Miller, L., & Xu, X. (2018). Ambient PM<sub>2.5</sub> human health effects—Findings in China and research directions. *Atmosphere, 9(11)*, 424.
26. Monjon, S., & Boudinet, L. (2021). État de l'environnement en Chine : Quelles évolutions ces dernières années ? *GREEN, 1(1)*, 128-133. <https://doi.org/10.3917/green.001.0128>
27. Patten, C. (1999). *East and west*. Pan.
28. Prasad, E. (2023). *Chine : Un chemin parsemé d'embûches*. FMI. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2023/12/China-bumpy-path-Eswar-Prasad>
29. Snow, P. A. (1988). *The star raft : China's encounter with Africa*.
30. UN ENVIRONMENT. (2019). *A Review of 20 Years' Air Pollution Control in Beijing* [UNEP report].
31. Valantin, J.-M. (2020). *L'aigle, le dragon et la crise planétaire*. Média Diffusion.
32. Viltard, Y. (2012). Qui a peur de la Chine. *La contribution des théoriciens Américains à une croyance*. Paris: *Collection Etudes*.
33. Wang, Z., & Wang, Z. (2015). La contribution nationale de la Chine en vue de la COP21 : État des lieux des engagements chinois à l'horizon 2030. *Techniques Financières et Développement, 120(3)*, 15-18. <https://doi.org/10.3917/tfd.120.0015>
34. Yuan, W. (2006). *China and Africa*. 五洲传播出版社.
35. Zhang, Y.-L., & Cao, F. (2015). Fine particulate matter (PM<sub>2.5</sub>) in China at a city level. *Scientific reports, 5(1)*, 14884.